

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—E.—U., \$3.50.

Tout semestre commencé se paie en entier.

On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XIII.

No. 28.

JEUDI, 13 JUILLET 1882

Prix du numéro : 7 centimes.—Annonces, la ligne : 10 centimes

Toute communication doit être affranchie.

Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par un bon sur la poste.

AVIS

L'administration de *L'Opinion Publique* fait appel aux abonnés retardataires et les prie de payer ce qu'ils doivent dans le plus bref délai. Elle regretterait d'user de sévérité à l'égard de ceux qui ne répondraient pas à cet appel. Les améliorations qui ont été faites à ce journal ont demandé et demandent tous les jours beaucoup de dépenses. Les abonnés en tiendront compte à l'Administration, elle ose l'espérer.

L'Opinion Publique est une publication nationale qui mérite d'être encouragée. Ses nouveaux propriétaires feront tous les efforts possibles pour répondre au désir de tous ceux qui leur donneront leur patronage. Rien n'est changé quant aux conditions d'abonnement : Pour le Canada, \$3.00 par an ; pour les Etats-Unis, \$3.50.

APOTHÉOSE RÉVOLUTIONNAIRE

M. Thiers disait un jour que l'homme qui n'a jamais changé d'opinions est un imbécile. Nous ne savons pas si cette maxime formulée si singulièrement et peut-être un peu à son usage, s'applique aux variations d'opinions selon que l'on change de climat ou de points de vue. S'il en est ainsi, quelques hommes d'état et la plupart des journaux anglais de nos jours peuvent se vanter d'être rudement intelligents. C'est merveille de voir avec quel sans gêne les uns et les autres, même les mieux posés des journaux anglais conservateurs à tous crins, qui frissonnent d'horreur en parlant des *révolutionnaires* irlandais, se sont extasiés, pendant ces derniers temps, sur les vertus de cet archi-révolutionnaire, ennemi de tout ordre social : Garibaldi. Le *Times* affirme bravement que sa réputation est au-dessus de tout blâme, *his reputation is blameless* ; le principal organe des conservateurs déplore la perte du vieux *condottiere*, partisan de la république universelle ! Partout dans la presse s'est élevé un concert d'éloges dont nous venons de donner la note.

C'est contre ces ridicules contradictions que s'insurge le *Tablet* de Londres, journal catholique, qui défend admirablement la cause de ses coreligionnaires en Angleterre. Avec un bon sens et une logique qui ne laissent aucune porte à la réplique, il relève les contradictions de ses confrères et signale le danger de leur conduite. Il a beau jeu à être impitoyable ! Quoi de plus ridicule en effet que de voir M. Gladstone sympathiser avec le vieux révolutionnaire et chercher des excuses pour les amis de Garibaldi qui avaient fait sauter une prison à Rome et entraîné par là la mort de douze personnes. C'est ce même M. Gladstone qui a trouvé, à bon droit horrible, le complot des féniens qui avaient placé une mine sous les murs de la geôle de Clarkenwell !

Et lorsque Garibaldi, appuyé par Cavour, et secondé par la trahison des amis de François II, renversait le royaume des Deux-Siciles, M. Gladstone proclamait que c'était bien fait, attendu que ce tyran foulait aux pieds les principes de la sainte liberté, au point de tenir sous verrous des hommes soupçonnés de trahison. Et c'est ce même M. Gladstone qui remplit en ce moment de *suspects* les prisons de l'Irlande, tout en ayant bien moins à craindre de leurs entreprises que François II n'avait lieu jadis de redouter les coups de mains des affidés de Cavour.

Que les contradictions ne gênent pas M. Gladstone et ces messieurs du *Times* ; que de faire sauter une prison à Rome leur paraisse chose louable à Rome et damnable dans la Grande-Bretagne ; que d'emprisonner des *suspects* en Irlande ne soit là qu'une mesure de sûreté publique et une odieuse violation des droits du citoyen à Naples, c'est affaire à régler entre leur conscience et le public ; mais il y a bien plus que ce manque de logique en jeu. Comment les classes dirigeantes en Angleterre peuvent-elles espérer avoir raison de l'esprit révolutionnaire en Irlande s'ils l'encouragent en Italie et ailleurs ? Les masses qui n'entendent pas les subtilités, ne devinent

pas qu'en tout ceci, M. Gladstone et Compagnie ne flattent la révolution sur le continent que parce qu'elle est anti-catholique ; elles passeront bien vite à cette conclusion que ce qui est bon pour les Italiens doit être excellent pour les Anglais.

Les encouragements prodigués par Palmerston, John Russell, Gladstone à Kossuth, Garibaldi et Mazzini ont donné une force énorme aux idées révolutionnaires en Irlande, et cela d'autant plus que le peuple de ce pays a des raisons réelles de se plaindre que n'avaient pas les Italiens sur le compte desquels on s'est tant apitoyé en Angleterre. Dans tous les cas, la révolution victorieuse en Italie n'a encore rien fait pour le bonheur de ses populations. Nous venons de le dire, c'est parce que la révolution est anti-catholique qu'elle a les sympathies de l'Angleterre tory et libérale, qui ne voit pas que celle-là est aussi anti-sociale qu'anti-catholique. Il nous a fait plaisir de trouver chez un écrivain protestant la confirmation de nos idées en cette matière. Justin MacCarthy, parlant de la réception enthousiaste faite jadis à Garibaldi, en Angleterre, dit : " *No Englishman who thinks coolly over the subject will venture to deny that nine out of every ten enthusiasts for Italian liberty at that time were in favour of Italy because Italy was supposed to be in spiritual rebellion against the Pope.* "

Il va sans dire que si de l'Angleterre nous passons en France, nous verrons là bien d'autres apothéoses à Garibaldi. Ce beau pays, qui est venu le théâtre des extravagances et des folies grotesques en tout genre depuis que la révolution y fait la loi, ne pouvait pas laisser passer une aussi belle occasion que celle de la mort de Garibaldi de se lancer en plein carnaval révolutionnaire. C'est d'abord le conseil municipal de Paris qui s'est fait représenter aux funérailles de Garibaldi, puis c'est la Chambre, qui a suspendu ses travaux pour honorer la mémoire de celui qui s'est plu à insulter la France.

C'est au lendemain de la lettre que l'on va lire que ces bassesses ont été commises. Au printemps dernier, le vieux révolutionnaire écrivait ce qui suit à M. Taxil :

NAPLES, 9 mars, 1882.

Mon très cher Léo Taxil.

C'est fini, votre république à calotte ne trompera plus personne. L'amour et la vénération que j'avais pour elle " se sont changés en mépris."

Votre guerre tunisienne est " une honte." Si le gouvernement italien commettait la bassesse de reconnaître le fait accompli, il serait bien méprisable, de même que la " he serait la nation qui tolérerait un gouvernement pareil.

Vos " fameux généraux," qui se sont laissés mettre en cage par les Prussiens, dans des wagons à bestiaux, et emmener ainsi en Allemagne après avoir " abandonné à l'ennemi un demi-million de vaillants soldats," font aujourd'hui les redonnements contre les faibles et innocentes populations de la Tunisie, qui ne leur doivent rien et ne les ont offensés en aucune manière.

Vous connaissez les dépêches qui annoncent : Le général en chef a livré bataille : tel général a fait une brillante " razzia " ; il a détruit trois villages, abattu mille dattiers, volé deux cents bœufs, séquestré deux mille poules, etc., etc. Si l'on avait l'imprudence d'insérer ces télégrammes dans la belle histoire de France, " il faudrait les en balayer avec un balai de cuisine trempé dans la... fange."

GARIBALDI.

République " à calotte," on trouvera jolie cette expression s'adressant au gouvernement qui pourchasse les ordres religieux. Ce qui devrait être pénible aux Français, ce serait d'être traités de lâches et d'incapables par un homme qui n'a jamais donné la moindre preuve de talent militaire. Garibaldi a insulté la France, son gouvernement, c'est vrai, mais c'était un ennemi du catholicisme et cela rachète tout aux yeux des hommes qui sont plus révolutionnaires que Français.

Il est évident qu'il ne faut plus demander aux hommes du jour des preuves de patriotisme, des idées larges, de l'honneur. Tout cela est démodé ; c'était bon pour le moyen âge. Combattre l'Eglise, persécuter des moines sans défense, ce sont les seules œuvres dont ils se croient capables. C'est vraiment plus facile que d'avoir de l'influence comme en avaient les gouvernements d'autrefois, et c'est pourquoi ils se vengent par ces mesquines persécutions, par ces apothéoses d'un vieux révolutionnaire qui les méprisait, des humiliations qu'ils subissent en Europe.

A.-D. DECELLES.

EN ÉGYPTÉ

Enfin le sort en est jeté ; M. Gladstone, rendu au bout de sa patience, a donné ordre à l'amiral Seymour de bombarder Alexandrie. La flotte a ouvert le feu mardi matin sur les forts qui ripostèrent. Au bout de vingt minutes de bombardement, deux des forts avaient cessé de tirer. Les Anglais ont eu recours à l'argument extrême du canon parce que Arabi-Pacha réparait les fortifications et en élevait de nouvelles. On considère en Europe que l'Angleterre n'a pas outrepassé ses droits en cette circonstance.

On connaît l'origine de cet imbroglio égyptien qui cause tant d'ennuis à l'Angleterre et à la France, en train de perdre l'influence qu'ils exerçaient à l'exclusion des autres puissances sur la terre des Pharaons. Le premier ministre Arabi-Pacha, soutenu par l'armée, s'est mis en révolte contre le Khédive, Tewhick-Pacha. Les gouvernements de Paris et de Londres envoyèrent devant Alexandrie une flotte de cuirassés pendant qu'ils présentaient au gouvernement égyptien un ultimatum dans lequel ils réclamaient la démission d'Arabi-Pacha et le rétablissement de l'autorité du Khédive. Arabi fit mine tout d'abord de se soumettre, et courut soulever les populations contre l'intervention étrangère et refusa nettement de se retirer. C'est alors que pour couper court à la difficulté on proposa d'en remettre la décision à une Conférence qui se réunirait à Constantinople. Il y a déjà longtemps qu'on en parle de cette fameuse Conférence sans qu'elle mérite de faire tant parler d'elle, car elle n'a encore rien tenté pour ramener le calme en Egypte. Quelles résolutions sortiront de ses séances ? On est tout naturellement très inquiet à ce sujet. On trouve en Angleterre que M. Gladstone a fait en toute cette affaire preuve d'une grande faiblesse ; qu'il aurait dû intervenir militairement depuis longtemps. Il est évident que le premier ministre craint de toucher à la question d'Orient si pleine de difficultés. D'un autre côté, on prétend, ce qui compliquerait encore beaucoup les choses, que Bismark est au fond des affaires d'Egypte et que le Sultan reçoit de lui ses inspirations. Le *Times* disait l'autre jour que la Conférence de Constantinople adopterait les résolutions qui lui seraient expédiées de Berlin.

Voilà où en est rendue l'Europe. On n'y peut plus fouetter un chat sans que Bismark fournisse le fouet.

DE L'ÉTUDE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le français est bien mieux parlé et surtout mieux écrit au Canada qu'il y a vingt ans, je dirai même dix ans. Le progrès est sensible pour quiconque observe et a du goût. Il n'est plus possible aujourd'hui d'être écrivain, avocat, prédicateur, homme public ou du monde si l'on ne connaît le français et ne le parle et prononce correctement.

Il ne suffit pas de connaître les règles de la grammaire, le régime des verbes et les tournures de phrases usuelles ; il faut encore étendre son dictionnaire, connaître le mot propre et les délicatesses de la langue, enfin s'imprégner du génie de cet idiome dont la finesse fait le charme et le tourment de ceux qui le cultivent.

Louis Veillot se moquait sans cesse des écrivains français, surtout des journalistes, dont le style pitoyable et l'ignorance de la langue le choquaient. C'est que le français ne s'apprend point sans des études fortes et continues, et que bien peu ont le courage de les faire. Cependant le succès n'est possible qu'à cette condition.

Pour nous qui naissons et vivons à côté d'une race étrangère, dont il faut parler la langue, dont nous lisons journellement les écrits ; qui n'avons point l'avantage de nous former dans un milieu et dans la compagnie de personnes au langage choisi, pur et varié comme nos cousins de la France ; qui ne faisons, pour ainsi dire, que de sortir de l'enfance d'un peuple nouveau, les difficultés que nous rencontrons pour bien écrire et surtout bien parler le français sont bien grandes sans doute, mais non insurmontables.

La nécessité d'apprendre, d'écrire et de parler l'an-